

Pour Christine Bulliard-Marbach, l'initiative arrive trop tard. ANTOINE VULLIQUOD



## Souci pour le tourisme

Christine Bulliard-Marbach, conseillère nationale PDC, juge l'initiative inutile, après la nouvelle Loi sur l'aménagement du territoire (LAT), et dangereuse.

### Préserver les paysages et les terres cultivables, cette idée ne vous séduit pas?

Bien sûr que oui. Moi aussi, je veux maintenir les terres cultivables et les paysages, comme les Jeunes Verts. Mais je pense que leur initiative est dangereuse pour l'économie, l'agriculture, le tourisme et le fédéralisme.

### Vous pensez que les règles actuelles sont suffisantes?

L'an passé, nous avons eu plusieurs initiatives qui parlaient d'agriculture. Une agriculture productive a besoin de terres cultivables. Mais elle a aussi besoin de pouvoir se développer. Avec l'initiative, des halles à poulets, des serres ou des installations de biogaz ne pourront plus se construire en zone agricole, parce que c'est hors sol. Les agriculteurs ne peuvent quand même pas aller en ville acheter des terrains qui sont en zone à bâtir.

### Le texte précise que les installations «dont l'emplacement est imposé par leur destination» peuvent être autorisées...

Je crains vraiment que cela soit trop restrictif dans l'application. Et cette initiative vient trop tard. D'autres ont reconnu les soucis et des mesures ont été prises. Le peuple, nous tous, avons déjà dit ce que nous voulions au niveau de l'aménagement du territoire. Dans la nouvelle LAT, énormément de ces mesures vont dans le sens de l'initiative. Pour moi, on peut passer point par point le texte, il n'apporte rien de plus.

### Si l'initiative a abouti, c'est quand même que les gens sont encore inquiets...

Je comprends cela. Mais on ne peut plus, aujourd'hui, mettre en zone à tout va. Jusqu'au 30 avril, les cantons doivent avoir révisé leur Plan directeur cantonal et 2200 communes doivent adapter leur Plan d'aménagement local. Si cela n'est pas fait, il sera impossible de mettre quoi que ce soit en zone. Et avec la deuxième étape de la LAT, les cantons et les communes ne pourront plus mettre en zone que les surfaces nécessaires aux besoins prévisibles pour les quinze prochaines années.

### C'est aussi cela qui inquiète les initiants: que se passera-t-il après quinze ans?

Rien n'est éternel. Il y a un développement, une évolution. Et avec ce texte, on veut geler de manière illimitée le développement du pays.

### Ne pensez-vous pas qu'il y a assez de terrains à disposition?

Il y a peut-être suffisamment de terrains en réserve. Mais dézoner à un endroit pour mettre en zone ailleurs, c'est une chose un peu folle. Est-ce que vous imaginez que l'on va dézoner dans le canton de Fribourg pour mettre en zone à Schaffhouse? C'est un non-sens pour moi, car même entre communes, ce type d'échanges est très compliqué. La Suisse est un petit pays, mais avec beaucoup de diversité. Il faut laisser à chacun la liberté de trouver des solutions sur mesure.

### Il y a aussi la problématique des terrains en main privée...

La nouvelle LAT prévoit clairement l'interdiction de thésauriser des terrains à bâtir. Nouvellement, des taxes ont été fixées par des communes pour des terrains non bâtis, comme une incitation à agir. Le droit d'emption fait aussi partie des mesures que la nouvelle LAT prévoit. Vous voyez que plus on pose de questions, plus on voit que les choses sont déjà prévues.

### Pourquoi estimez-vous aussi que l'initiative nuit au tourisme?

Le tourisme est lié principalement à la montagne. Je suis présidente du Groupement suisse pour les régions de montagne (SAB) et là, nous aurons un réel souci si l'initiative passe. Les touristes veulent profiter des traditions, d'un retour aux sources, d'une identité montagnarde. Mais on tue cela si les personnes qui travaillent à la montagne ne peuvent pas y habiter. Et l'initiative risque de provoquer une explosion des prix de l'immobilier, car les terrains sont extrêmement rares dans les régions alpines.

### Les initiants demandent que le tourisme se développe selon un intérêt public et pas seulement économique et particulier...

C'est toujours un mélange. Il y a une demande pour que ces régions vivent et se développent. Ne pas se développer veut dire stopper toute nouveauté et innovation. La montagne ne doit pas être un parc naturel ou un musée à ciel ouvert, mais un lieu de vie et de travail. Sans vouloir déplacer la ville à la montagne, mais il faut aussi que de nouvelles entreprises puissent s'y installer. XS

**CONTRE**